



## Bilan de la mission sénatoriale du Président de la Commission des Affaires Européennes du Sénat Simon SUTOUR, invité par Georges PATIENT, Sénateur de la Guyane, Vice Président de cette même commission

En venant en Guyane, le Président de la commission des Affaires européennes du Sénat, Simon Sutour, voulait non seulement montrer aux guyanais que la chambre Haute défend avec ardeur cette collectivité éloignée de l'Union européenne, mais également mieux connaître les difficultés qu'elle rencontre. Pour cela, quel meilleur guide que son vice-président, le sénateur maire de Mana, Georges Patient !

Car, si Georges Patient a défendu et porté au Sénat deux propositions de résolution européennes concernant la politique de l'Union à l'égard de ce qu'elle appelle les régions ultrapériphériques -propositions devenues résolutions du Sénat par un vote hier, 19 novembre, en séance publique-, il est aussi un des meilleurs connaisseurs de sa région et des difficultés rencontrées par ses élus et ses acteurs socio-économiques.

C'est pourquoi, il a tenu à ce que Simon Sutour rencontre les principaux représentants de la Guyane.

En premier lieu, ce qui a frappé Simon Sutour, c'est que l'Union européenne est très présente en Guyane. Que ce soit pour des projets aussi variés que la réfection d'une piste d'aviation à Maripasoula ou l'achat de camions frigorifiques pour le transport des produits de la pêche de la COGUMER, il y a des financements européens ! Et si au total près de 500 millions d'euros auront été apportés par l'UE en Guyane sur la période 2007-2013, force est de constater que les besoins sont importants.

Comme le lui a montré le président du Conseil régional, Rodolphe Alexandre, les problèmes de désenclavement des populations du Haut-Maroni sont extrêmement difficiles à appréhender et leur fournir à tous les besoins de base -comme l'eau potable ou encore l'assainissement des villages- reste un défi à relever. Or, aujourd'hui l'Europe semble oublier qu'un territoire comme la Guyane a toujours besoin de fournir ces services de base ! Pourquoi financer l'innovation et le maillage numérique d'un territoire qui manque d'abord de routes ? Aujourd'hui, l'Union européenne veut soutenir les projets renforçant la compétitivité des territoires ou encore l'inclusion sociale. Mais comme l'a fait remarquer le président du Conseil général, Alain Tien-Long, à M. Sutour, l'Europe financera-t-elle des programmes liés au tourisme, au sport ou encore à la culture, des thèmes fédérateurs en Guyane ?



Lors de ses rencontres avec des élus du conseil municipal de Cayenne et de Kourou, ou encore avec Fabienne Mathurin Brouard, maire de Saint-Georges de l'Oyapock, Simon Sutour a également pu mesurer les difficultés que rencontraient les collectivités à monter des dossiers solides de demandes de financement européen. Fort de son expérience de Sénateur du Gard depuis 1998, il a tenu à rappeler que la France était mauvaise dans la consommation des crédits européens et que nous souffrions tant en métropole qu'outre-mer d'un déficit d'analyse et d'ingénierie en ce domaine.

Son déplacement en Guyane a par ailleurs permis à M. Sutour de constater qu'appliquer des normes européennes sur le continent sud-américain était tantôt contreproductif, tantôt difficile, voire parfois impossible. La situation des producteurs de riz de Mana, tenus de respecter des normes phytosanitaires exigeantes l'a particulièrement touché. En effet, comment comprendre une telle exigence, alors que dans le même temps, l'UE importe du riz du Suriname, voisin de seulement quelques kilomètres ? Les règles phytosanitaires européennes sont-elles vraiment applicables à la seule région de l'Union qui produit du riz tropical ?

Plus grande encore est la difficulté à laquelle se trouve confrontée la Communauté de communes de l'ouest guyanais que préside Léon Bertrand : pour respecter les règles européennes en matière d'environnement et de traitement des déchets, celle-ci va devoir organiser et renforcer la collecte des déchets sur sa zone de compétence, un territoire de 40 000 km<sup>2</sup> comprenant les berges du Maroni et qui voit sa population exploser sous la pression de l'immigration Surinamaïse. Si une meilleure prise en compte de ce territoire si particulier, c'est à terme une charge financière insoutenable pour la collectivité qui s'annonce !

Ces questions ont amené Simon Sutour et Georges Patient à prolonger leur déplacement vers le Suriname afin d'y rencontrer la Présidente de l'Assemblée nationale et le ministre des Affaires étrangères. Ces rencontres ont été fructueuses : la proposition d'annualiser les rencontres entre parlementaires qui s'est ajoutée à l'ouverture récente d'une ambassade du Suriname à Paris sont les signes d'une volonté de coopération accrue de ce pays avec la France. Pour les sénateurs, la Guyane aura un rôle central à jouer dans ce rapprochement. Mais elle ne pourra le faire qu'à la condition qu'on lui donne les moyens de mieux s'intégrer dans le sous-continent.

Fort des enseignements recueillis sur le terrain, Simon Sutour et Georges Patient ont permis l'adoption par le Sénat de deux propositions visant à soutenir le ministre des Outre-mer dans les négociations en cours à Bruxelles sur le budget de l'Union européenne pour la période 2014-2020. L'enjeu est de taille : permettre à la Guyane et aux autres régions ultrapériphériques de continuer à bénéficier des fonds nécessaires à leur développement.

